



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### 86<sup>ème</sup> Assemblée générale de la Fédération des Entreprises Romandes Genève

La Fédération des Entreprises Romandes Genève (FER Genève) a tenu aujourd'hui son Assemblée générale. Les conséquences de l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, le 9 février, ainsi qu'une réflexion autour de l'incidence de la démocratie directe dans les affaires économiques ont été les points forts de la soirée.

Nicolas Brunshwig, président de la FER Genève, est revenu sur le résultat de l'initiative contre l'immigration de masse. Quelles conclusions en tirer? «Les partis politiques ont peu de moyens et leur crédibilité s'est amoindrie. Les associations économiques ont perdu de leur influence et les syndicats, ayant joué avec le feu, se sont brûlés.» Or, une votation aux enjeux si cruciaux nécessite l'implication de toutes les personnes et de tous les secteurs concernés. Qui a du pouvoir? «Sans doute les intellectuels et les milieux académiques, que l'on a peu vu dans la campagne, et les médias.» Autre erreur commise, autre enseignement à tirer: les problèmes du Tessin ont été trop peu écoutés.

#### Salaire minimum

Une nouvelle votation essentielle à la marche des affaires des entreprises aura lieu le 18 mai: celle sur le salaire minimum. «Si la vie professionnelle est perçue par certains comme dure et ingrate, les statistiques montrent qu'une grande partie de la population se dit heureuse au travail»: les conditions de travail sont en effet bien meilleures en Suisse qu'ailleurs, analyse le président. Plutôt qu'introduire un salaire minimum, et une contrainte législative supplémentaire, il faut «continuer à développer des mesures d'accompagnement des conditions de travail par le biais de conventions collectives et de contrats types».

#### Feuille de route pour l'avenir

En conclusion de son allocution, Nicolas Brunshwig livre les axes de travail de la FER Genève pour ces prochaines années. Ceux-ci, sous forme de feuille de route, tiennent en sept points.

1. Révision de l'imposition sur les personnes morales: la FER Genève défend l'application d'un taux unique.
2. Immigration: les entreprises doivent pouvoir continuer à engager le personnel dont elles ont besoin, d'où qu'il vienne.
3. Poursuite de la réduction de l'endettement cantonal et recherche des équilibres
4. Conditions de sécurité pérennes grâce à des ressources suffisantes (prisons, policiers, juges).
5. Amélioration des conditions de transport, avec l'élargissement de l'autoroute de contournement et celui de l'autoroute entre Genève et Lausanne, ainsi qu'une traversée du lac.
6. Construction de logements, avec notamment le lancement rapide des travaux de la zone Praille Acacias.
7. Maintien du niveau des prestations en matière de sécurité sociale sans alourdir les charges assumées par les entreprises.



Tout projet de redressement durable d'un pays ne peut se faire sans l'adhésion des entreprises aux stratégies proposées. Celles-ci participent pleinement au maintien des conditions qui font le succès de la Suisse et le bien-être de sa population.

### Volonté populaire: plus de restrictions

Selon Blaise Matthey, directeur général de la FER Genève, le peuple manifeste – le résultat de la votation du 9 février sur l'immigration de masse en est un exemple – un souci d'imprimer une direction restrictive à la société. «Nous ferons tout pour que les solutions qui se dessinent aillent dans la direction d'un maintien des accords bilatéraux, dont l'ensemble de l'économie a besoin. (...) Pour l'ensemble des organisations économiques, la voie est étroite. La politique du pire consisterait à accepter ce qui s'ébauche au niveau fédéral. Il s'agit de solutions de pure police des étrangers, sans considération diplomatique ou économique. J'ose espérer que le Conseil fédéral n'ira pas dans cette direction, pas plus que les Chambres fédérales.»

Avec la rafale d'initiatives populaires annoncée, le peuple sera amené à prendre encore de nombreuses décisions fondamentales ces prochains mois. Si la démocratie directe contribue à la stabilité politique de la Suisse, elle devient paradoxalement un facteur d'instabilité économique, remettant sans cesse sur le métier des décisions prises par les autorités. Il ne s'agit pas d'occulter la survenance de débats publics sur des sujets de société, ni de savoir si le nombre de signatures nécessaires au lancement d'une initiative ou d'un référendum est adapté à l'évolution de notre société. La question essentielle est de déterminer si, au nom de sa valeur supérieure, elle peut remettre en cause les fondements de l'Etat de droit. «L'enjeu se situe dans l'exercice équilibré de la démocratie populaire, de la gouvernance de l'Etat et du respect de l'Etat de droit.» En attendant une réforme des institutions, il faut rejeter toutes les tentatives d'amoindrir la capacité concurrentielle de notre économie.

### La Fédération des Entreprises Romandes Genève en bref

La FER Genève est une organisation patronale et économique faîtière, créée en 1928. Elle défend les intérêts de 80 associations professionnelles et de 26'000 entreprises membres, dont 9000 indépendants, tant sur le plan politique qu'économique. Ses adhérents sont représentatifs de tous les secteurs économiques (artisanat, industrie, services, entreprises multinationales, finance, etc.) et consistent pour deux tiers d'entre eux en des PME de cinq personnes au maximum. La FER Genève est active dans les secteurs des associations professionnelles et économiques, des caisses de compensation, de prévoyance et d'allocations familiales. Elle offre des services notamment dans les domaines du droit du travail, de la formation professionnelle, de la santé et de la sécurité au travail, ainsi que dans la gestion des salaires.

#### Contacts:

Nicolas Brunschwig, président – 022 818 11 11 – nicolas.brunschwig@fer-dg.ch

Blaise Matthey, directeur général – 058 715 32 15 – blaise.matthey@fer-dg.ch

Véronique Kämpfen, directrice du département communication – 058 715 34 59 – veronique.kampfen@fer-ge.ch